

Université d'été 2010 Comment faire une bonne école?

Introduction

Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Je suis très heureux, au nom du Comité des Secrétaires généraux du SeGEC, de vous accueillir à l'occasion de cette sixième session de l'Université d'été de l'Enseignement catholique. Nous étions presque 400 l'an dernier pour découvrir, débattre et emprunter "*de nouveaux chemins pour l'équité*", avec les interventions éclairées de François DUBET et de Pierre MERLE. Nous sommes près de 500 cette année à nous être inscrits en vue de réfléchir à "*Comment faire une bonne école?*", en pleines vacances d'été, par une première matinée ensoleillée depuis des jours. Et parmi nous, on compte de nombreux enseignants du fondamental et du secondaire, des agents PMS, plus de 160 directeurs d'écoles fondamentales, d'écoles secondaires, de Hautes Écoles, d'écoles de promotion sociale, de centres PMS, mais aussi des membres de Pouvoirs organisateurs, des conseillers pédagogiques, des inspecteurs, des représentants politiques ou de cabinets ministériels, des représentants syndicaux, des représentants d'organisation de jeunesse et des travailleurs sociaux, sans oublier des parents.

À voir ce nombre croissant d'inscriptions d'année en année, la diversité des fonctions et des institutions représentées, on ne peut que se réjouir de cette envie de réfléchir et de débattre, et je ne peux qu'y voir un signe encourageant de notre désir collectif de comprendre ce qui nous arrive, de notre commune volonté d'affronter les défis qui se présentent à nous et, en définitive, de l'espérance que nous mettons dans la capacité à rendre, par nos métiers d'éducation et d'enseignement, notre monde plus juste.

C'est dans le Congrès d'orientation que nous tenions en 2002 que s'ancre le souhait de développer une Université d'été dont l'objectif est d'approfondir les grandes questions auxquelles notre école est confrontée, et de contribuer, ce faisant, à construire une culture commune entre ses acteurs. Cette Université d'été prolonge et approfondit le sillon des cinq précédentes éditions, et nous dirige vers un nouveau Congrès de l'Enseignement catholique qui trouvera sa place durant l'année scolaire 2012-2013. Nous aurons l'occasion d'en reparler souvent.

J'en profite d'ailleurs pour vous signaler que la quasi totalité des exposés et des conférences qui ont été réalisés au cours des cinq Universités d'été précédentes ont fait l'objet de transcriptions et sont accessibles en lecture sur notre site *enseignement.catholique.be*, comme vous avez pu le découvrir dans le montage PowerPoint qui vous a été montré il y a quelques minutes.

Comme je viens de l'indiquer, la thématique de notre Université d'été 2010: "*Comment faire une bonne école?*" se situe dans le prolongement de la réflexion qui fut initiée l'an dernier, et plus particulièrement dans la continuation des propos que nous tenait, il y a juste un an, François DUBET.

Nous avons intitulé notre journée "*De nouveaux chemins pour l'équité*". Nous souhaitons démonter une vulgate contemporaine qui voudrait, d'une part, que l'école soit le lieu – peut-être l'unique lieu – à partir duquel on peut établir la justice sociale, en-dehors d'une réflexion sérieuse sur la corrélation entre la présence de cette justice sociale dans la société et dans l'école; et qui voudrait, d'autre part, qu'il n'y ait possibilité d'accéder à cette justice sociale, à cette équité sociale qu'au travers de lourdes et fondamentales transformations de la structure scolaire.

Nous ne souhaitons évidemment pas nous inscrire en opposition aux nécessaires évolutions du système scolaire qui méritent réflexion, vision à long terme, cohérence et mesures d'accompagnement appropriées, plutôt que les embardées qu'entraîne la collision d'un "temps politique" et ses parfois brutaux changements de cap avec un "temps pédagogique", comme nous en avons quelquefois connues ces dernières années. Nous avons donc eu l'occasion de montrer que l'équité se joue tous les jours, dans toutes les écoles, dans toutes les classes, et qu'il ne faut pas attendre un grand soir de réforme avant de s'y atteler, chacun là où il se trouve, dans sa classe, dans sa Haute École, dans son PMS, partout où il se situe dans le monde scolaire.

Je ne résiste pas au plaisir de vous remettre en mémoire quelques propos tenus par François DUBET dans la lumineuse conférence qu'il nous a donnée l'an passé. Ces propos, qu'il a consignés depuis dans un livre intitulé *Les places et les chances*¹ paru en février dernier, et que je vous recommande, dans lequel il a détaillé et développé les idées et les raisonnements qu'il nous faisait ici-même; je le cite:

"Le troisième modèle que je voudrais défendre, c'est un modèle qui, lui, est vraiment nostalgique. C'est de défendre le principe de l'égalité des places contre le principe de l'égalité des chances. Si vous partez de la Révolution française qui affirme l'égalité des individus, d'emblée elle pose un problème: comment vais-je rendre compatibles l'égalité des individus et l'inégalité des positions sociales? Et vous avez deux manières de répondre à ça: vous avez eu la première manière qui était de dire: je vais réduire le plus possible les inégalités entre les positions sociales, resserrer l'éventail des salaires, resserrer l'éventail des conditions de vie. Et ça a été un siècle et demi de politique sociale en Europe: la sociale démocratie, le mouvement ouvrier. On a resserré les inégalités de positions sociales. Je signale que pendant que cette politique était forte d'ailleurs, l'école n'était pas du tout l'école de l'égalité des chances. Ça ne scandalisait personne que les enfants d'ouvriers deviennent ouvriers, puisqu'on imaginait que la condition ouvrière allait s'améliorer. Depuis une vingtaine d'années, vous voyez bien que ce modèle disparaît et que l'on est passé à un modèle de l'égalité des chances. On dit: non, non, non... Les inégalités de positions, on ne les conteste pas et elles sont justes, dès lors que les enfants ont la chance, en fonction de leur mérite, d'accéder à toutes les positions. Et on voit apparaître des pensées en termes de discriminations faites aux femmes, faites aux étrangers. Mais il y avait des femmes et des

¹ François DUBET, *Les places et les chances*, Repenser la justice sociale, Seuil, 2010.

étrangers avant, je vous signale! Mais ils jouaient dans l'égalité des places. On améliorait la position des femmes par rapport à celle des hommes. On a amélioré la position des travailleurs, des étrangers, par rapport aux cadres. On ne parle plus comme ça, on ne dit plus: on va améliorer la position des ouvriers par rapport aux cadres. On dit: on va donner aux enfants d'ouvriers la même chance de devenir cadres qu'aux enfants de cadres. Et évidemment, on leur vend une blague. Vous n'imaginez pas que les cadres vont laisser faire. D'autant plus que c'est vous et moi!

Peut-être faudrait-il rappeler cette évidence sociologique de base, sur laquelle je vais m'arrêter, qui consiste à dire: les grandes périodes de réduction des inégalités scolaires ont d'abord été des grandes périodes de réduction des inégalités sociales. Et si les pays scandinaves ont un grand privilège scolaire, c'est d'abord parce qu'ils ont un grand privilège social. C'est que devenir ouvrier en sortant de l'école en Suède, ce n'est pas un drame! Parce que la condition ouvrière est relativement bien protégée, bien garantie, bien qualifiée, bien jugée. Et je crois qu'il faudrait, d'une certaine manière – et c'est difficile de dire ça aux gens de l'école –, que l'école refuse de se voir imposer la tâche écrasante de produire une société juste. L'école ne peut pas produire une société juste. L'école doit produire une bonne école.

Je crois qu'il faut que l'école refuse cette tâche et se défende en disant qu'elle n'est pas seule habilitée à produire un monde juste, qu'elle ne peut pas produire un monde juste à elle seule. En revanche, ce qu'elle pourrait produire, c'est un monde humain, un monde vivable, un monde qui aurait aussi des formes de justice, de ce point de vue-là. Donc, je voudrais vous suggérer de faire tout ce qu'il est possible de faire, mais sans être écrasés par des sentiments de culpabilité et de mauvaise conscience, qui sont quand même le produit d'une sorte de messianisme scolaire que les écoles raisonnables devraient refuser".

François DUBET, peu susceptible d'être considéré comme un conservateur, nous dit donc: il faudrait que l'école refuse de se voir imposer la tâche écrasante de produire une société juste. L'école ne peut pas produire une société juste, l'école doit produire une bonne école!

Dans notre volonté de développer une réflexion en profondeur relative aux questions d'enseignement, c'est donc lui qui nous a donné, par cette prise de position un peu provocante dans sa conférence de l'an dernier, l'amorce et le titre du questionnement que nous vous invitons à mener avec nous cette année, au cours de cette Université d'été, car s'il faut faire une bonne école, on est légitimement en droit de se demander: "*Comment?*".

Reconnaissons d'emblée que ce titre peut également paraître un peu provocant. D'aucuns pourraient nous dire qu'à se demander "*Comment faire une bonne école?*", on sous-entend que toutes les écoles ne sont pas bonnes, qu'elles ne sont pas bonnes partout, et qu'en disant cela, on outrage tous ceux qui, dans des conditions difficiles, s'efforcent de faire le mieux qu'ils peuvent là où ils sont.

Et puis, plus fondamentalement, qu'est-ce qu'une "*bonne école*"?. Que faut-il entendre par le caractère bon d'une école? Comment comprendre la polysémie de ce caractère "*bon*"?

S'agit-il d'une école où l'on se sent bien, où l'on valorise l'estime de soi et le respect des autres? Ou s'agit-il d'une école où l'on apprend beaucoup, et où l'on prépare de futurs athlètes de la compétition sociale?

S'agit-il d'une école où l'on fait les deux de concert, où l'on allie ces différents objectifs? Mais à quel système de valeur, qui fait socialement consensus, leur poursuite, leur évaluation et leur réussite sont-elles ordonnées?

Comment, en effet, ordonner les différents objectifs afin de permettre à chacun d'accéder à de bonnes écoles et d'y obtenir les meilleurs résultats, de formuler des projets pédagogiques

partagés aux finalités claires et où s'équilibrent les droits et les devoirs de toutes les parties, de former solidement les acteurs aux tâches évolutives et parfois inédites qu'ils devront accomplir?

Notre question "*Qu'est-ce qu'une bonne école?*" trouve une pertinence particulière en Communauté française aujourd'hui. En effet, depuis plusieurs années, on passe un temps considérable à essayer de distribuer, de la manière la plus socialement équitable, les élèves dans les écoles, particulièrement dans celles où la demande d'inscription excède l'offre de places disponibles. On ne peut que souscrire à cette intention, mais elle doit aussi nous faire réfléchir à ce qui motive les parents à rechercher certaines écoles plutôt que d'autres. Qu'est-ce qui est constitutif de la représentation d'une bonne école pour les parents? Qu'est-ce qui est constitutif de la volonté d'inscrire son enfant dans telle école plutôt que dans une autre? Quels sont les éléments qui justifient ce classement subliminal qui préexiste dans les esprits au moment de choisir une école pour ses enfants?

Si la perception de la qualité scolaire était équivalente entre toutes les écoles, la demande d'inscription correspondrait assez naturellement à l'offre. Il faudra donc inévitablement questionner, en même temps que le "*comment*", le "*qu'est-ce qu'une bonne école?*".

Le sujet est vaste, vous en conviendrez. Nous avons souhaité le décliner plus particulièrement selon deux approches, ce qui n'exclut pas que l'on puisse encore l'approfondir selon d'autres portes d'entrée dans le futur:

■ D'une part, sous son **aspect pédagogique**:

- *au niveau de la classe (niveau micro)*: qu'est-ce qu'une bonne pédagogie? Qu'est-ce qu'une bonne pratique pédagogique? Que signifie la qualité au plan pédagogique? Qu'est-ce qui, dans la pratique pédagogique, optimise la qualité de l'enseignement? Ces questions seront déclinées dans des ateliers qui traiteront de la maîtrise de la langue, dont il sera encore question dans notre deuxième grande conférence. Elles seront aussi abordées dans des ateliers qui auront trait à l'estime de soi comme cercle vertueux de la réussite, en opposition complète à l'humiliation scolaire, sur laquelle Pierre MERLE, autre conférencier de l'année dernière, a écrit un ouvrage remarqué. Elles seront encore abordées dans des ateliers relatifs à la place et aux arbitrages qu'il faut opérer entre la loi, la culture et la réussite scolaire.
- Nous traiterons également ces questions *au niveau de l'école (niveau méso)*: en vérifiant comment des écoles et des équipes éducatives – notamment celles qui affrontent les problèmes les plus importants – font face aux difficultés rencontrées par les élèves (et cela, particulièrement là où l'on a pu constater de meilleurs résultats aux évaluations externes, dans des écoles à indice socio-économique semblable); En nous interrogeant sur la manière dont la personne qui occupe la fonction de direction, ô combien centrale dans une école, peut assumer au mieux le rôle de moteur, de leadership pédagogique. En nous demandant également comment on peut optimaliser ce que permet le premier degré réformé.
- Nous traiterons, enfin, ces questions *au niveau du système dans son ensemble (niveau macro)*: en vérifiant si les "bonnes pratiques" sont transférables d'une école, d'une classe, d'un enseignant à l'autre. En nous interrogeant aussi sur la manière concrète dont, au sein du réseau, on peut imaginer ces transferts de "bonnes pratiques".

■ D'autre part, nous nous intéresserons à **l'interaction entre école et familles**, sujet qui fera l'objet de notre première grande conférence:

- Le choix d'une école par les familles est stratégique et représente souvent un enjeu capital. Il est d'autant plus important que les diplômes déterminent de manière significative la distribution des places sociales (DUBET). Quelles sont les principales attentes des familles vis-à-vis d'une école qu'elles estimeront bonne? Quelles sont les caractéristiques d'une "bonne école" pour les parents?
- Que sont en droit d'attendre, d'espérer, d'exiger de l'école les parents qui lui confient leurs enfants et, de même, qu'est-ce que l'école est en droit de demander, d'exiger des parents, et des enfants à l'éducation desquels elle participe? Toutes ces attentes des familles et des écoles sont-elles légitimes et raisonnables? Que fait l'école pour entrer en partenariat avec les familles, particulièrement celles qui ne s'en préoccupent pas? Comment passer des regrets de l'absence ou de la trop grande présence des familles à des propositions d'actions positives, pour créer un partenariat avec elles?

Pour que notre démarche soit la plus collective possible, nous avons souhaité, comme l'an dernier, intégrer à l'Université d'été une réflexion menée par des personnes du terrain, en rassemblant des acteurs de tous les niveaux, exerçant des fonctions variées, et ceci grâce à des contributions actives et dynamiques au niveau diocésain. J'en profite au passage pour remercier pour leur aide efficace et créative les directeurs des services diocésains des quatre CoDiEC qui, en organisant ces réunions, nous ont permis de collecter des avis variés, circonstanciés qui ont incontestablement enrichi la préparation de cette journée.

Nous avons eu l'occasion de tenir des réunions dans chacun des diocèses, et vous trouverez dans votre dossier la synthèse de ces débats et la liste de ceux qui y ont pris part.

À l'issue de ces réunions, nous avons aussi sollicité des témoignages, afin de vous donner aujourd'hui un écho vivant de ce qui s'est pensé et de ce qui s'est dit. Ils vous sont présentés en trois courtes séquences de quelques minutes.

Guy SELDERSLAGH
Directeur du Service d'étude du SeGEC
21 août 2010